6 août 2015 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration à la presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-égyptiennes, le remboursement à la Russie des sommes versées pour l'achat des navires militaires de type Mistral et sur la Grèce et la Zone euro, au Caire le 6 août 2015.

LE PRESIDENT : C'était un évènement mondial, parce que le Canal de Suez comme chacun sait permet de relier deux mers, qui sont parmi celles qui connaissent le plus de flux et de transport, et donc de trafic. C'est donc pour le commerce mondial, une nouvelle très importante, qui va stimuler la croissance à l'échelle de la planète tout entière.
Il y avait d'autres raisons à ma présence ici, aujourd'hui. La première est le lien historique que la France a avec l'Egypte. Et le Canal de Suez en est le symbole puisqu'en 1869, c'était Ferdinand de LESSEPS qui avait eu la responsabilité de creuser le canal. Ensuite, ce lien n'a cessé de se renforcer, même s'il y a eu des périodes plus tumultueuses. Aujourd'hui, les relations entre la France et l'Egypte sont fondées sur des intérêts communs : la lutte contre le terrorisme et la sécurité. Cela n'empêche pas qu'il y ait une franchise dans les rapports. Nous l'avons toujours dit, à travers les processus électoraux que nous souhaitons voir se produire dans un court délai.
Il y a cette coopération que j'ai voulue avec le ministre de la Défense, le Premier ministre français, avec les autorités égyptiennes, pour que nous puissions donner à l'Egypte les moyens d'agir et aussi à la France, les moyens d'être protégée. C'est le sens de ce qu'a été la livraison des premiers Rafale, puisque c'est ici, avec ce pays l'Egypte qu'il y a eu la première conclusion d'un contrat de vente Rafale. Vous avez vu, à l'occasion de cette cérémonie, combien ces avions ont été particulièrement salués. Cette coopération va se poursuivre et se renforcer. Il y a déjà eu la livraison d'une frégate, il y en aura d'autres, parce que nous avons la volonté de faire en sorte que l'Egypte puisse se défendre face au terrorisme.
Il y a des relations économiques qui sont également solides et ce qui va se produire autour du Canal de Suez, dans sa nouvelle configuration, va permettre à des entreprises françaises de venir s'installer.
Je suis également préoccupé par la situation dans la région. La Libye, la Syrie, l'Irak, le Yémen. Je n'oublie pas aussi les actes terroristes qui peuvent se passer ici même, en Egypte et notamment dans le Sinaï. C'est donc face à cette menace que nous devons trouver les partenaires et faire que ces partenaires puissent à la fois avoir des moyens de se défendre, de lutter contre le terrorisme et aussi de contribuer à chercher, avec nous, les solutions pour la paix dans la région.
Tel est le sens de ma présence ici et des entretiens que j'ai eus avec le Président égyptien et avec les chefs d'Etat et de gouvernement qui étaient présents à cette cérémonie. Je suis prêt à répondre à vos questions.
Journaliste : Monsieur le Président, une question titille nos rédactions, le montant que la France rembourse à la Russie pour les Mistral, 1 milliard, plus, moins ?
LE PRESIDENT : D'abord, il y a les raisons qui font qu'il n'y a pas eu de livraison de ces bateaux

à la Russie, alors qu'un contrat nous liait avec ce grand pays ami. Il se trouve que le contexte, celui de l'Ukraine, celui aussi qui a été dans l'Est de l'Ukraine, encore ces derniers jours, conduit à ne pas livrer un appareil, des appareils puisque ce sont deux bateaux qui sont des appareils de projection de force (BPC : bâtiment de projection et de commandement).
J'ai donc, au mois de septembre dernier, dit que les conditions n'étaient pas réunies. Depuis, il y a eu un certain nombre de discussions, qui se sont conclues ces derniers jours. Je me suis moi-même entretenu plusieurs fois avec le Président POUTINE et c'est un bon accord qui a été trouvé.
Un bon accord parce que seront remboursées aux Russes, les sommes qui avaient été versées et les frais qui avaient été occasionnés. Il n'y aura aucune pénalité et la France pourra disposer des bateaux, qui donc n'ont pas été livrés à la Russie. La somme est exactement ce que la Russie a versé et les frais de formation qui ont été occasionnés par la conclusion du contrat, avant même qu'il ne soit donc interrompu.
Le Parlement français sera saisi d'un projet de loi pour ratifier cet accord entre les deux gouvernements et toutes les données seront fournies à la représentation nationale, au mois de septembre prochain.
Par ailleurs, je veux préciser pour ceux qui s'en inquiètent, il y en a toujours que ces bateaux suscitent une certaine demande de la part de beaucoup de pays et qu'il n'y aura aucune difficulté pour la France à trouver preneur pour ces bateaux, sans qu'il y ait de coût supplémentaire pour notre pays.
Je crois qu'il était important que nous puissions aboutir à cet accord, faire qu'il puisse se dénouer, sans entraver les relations entre la France et la Russie. Chacun devra comprendre qu'un certain contexte empêchait la livraison de ces bateaux.
Je rappelle que c'est un contrat qui a été conclu en 2011 et qui a été sujet à beaucoup de discussions, mais j'ai considéré que dans la configuration que nous connaissons, il n'était pas possible de les livrer, et cela a été compris regretté sûrement par nos partenaires russes, mais compris.
La Russie a versé des sommes, vous les connaissez, et cela sera, comme l'a dit le ministre de la Défense, moins de 1,2 milliard qui sera redonné à la Russie par rapport à ce que la Russie a eu à payer à la France, et a eu comme frais. Vous aurez les chiffres très précis puisque cela figurera dans le document parlementaire. Et je souhaite que le Parlement ait la primeur, mais la France n'aura à verser aucune pénalité, et donc n'aura aucun frais supplémentaire lié à la rupture de ce contrat.
Journaliste : Monsieur le Président, je voudrais revenir sur l'Egypte. Vous étiez l'invité d'honneur, aujourd'hui, au premier rang, on a pu le constater. Est-ce que vous considérez que le régime égyptien est compatible avec les valeurs de démocratie que prône la France ? Avez-vous, sinon, eu des assurances aujourd'hui de la part du Président SISSI sur d'éventuelles avancées à court ou moyen terme ?
LE PRESIDENT : Vous savez que la France fait toujours en sorte que les principes, les valeurs que nous portons puissent être évoqués avec tous nos partenaires. L'Egypte est entrée dans un processus, après une grave crise, après de nombreuses victimes et avec un terrorisme qui n'a pas cessé. Ce processus doit aller à son terme, c'est-à-dire avec des élections législatives, transparentes et libres, et elles sont prévues et cela m'a été confirmé à la fin de l'année. En même temps que je pose ces principes, je dois aussi considérer que l'Egypte est un partenaire. Un partenaire essentiel dans la lutte contre le terrorisme, qui fait face lui-même au terrorisme, au terrorisme dans son propre pays on a vu encore ces derniers jours et puis à une situation chez ses voisins particulièrement dégradée £ en Libye en particulier. Dans ce contexte-là, l'Egypte est un partenaire et notre relation va demeurer à haut niveau sur la coopération que nous devons avoir en matière de sécurité.
Journaliste : Vous avez eu l'occasion d'évoquer la situation de ce ressortissant croate qui a été porté jusqu'à vous ?
LE PRESIDENT : Oui. Ce cas-là est particulièrement douloureux puisque c'est un ressortissant croate qui travaillait dans une entreprise française en Egypte et qui a été enlevé par Daech. Et les

croate qui travaillait dans une entreprise française en Egypte et qui a été enlevé par Daech. Et les Egyptiens font tout pour faire en sorte de le retrouver.
Journaliste : Vous avez pu parler de Droits de l'Homme ?
LE PRESIDENT : Oui. Nous avons parlé de l'ensemble de notre relation et, je vous l'ai dit, nous n'écartons aucun sujet et j'ai également eu la réponse que j'attendais sur le processus électoral, et sur le cours de la justice en Egypte. En même temps que nous posions ces principes, comme je le fais partout ailleurs, il y a eu des discussions très approfondies, même si le temps était limité. J'ai eu l'occasion néanmoins d'en parler suffisamment avec le Président SISSI, et aussi sur la situation dans la région et notamment dans la lutte contre le terrorisme. Je veux dire à nos compatriotes français que les Egyptiens sont des partenaires, sont des amis. Que c'est un peuple qui a toujours eu, pour la France, une attention particulière, dans l'Histoire, dans l'Histoire notamment au XIXème siècle, mais également tout au long du XXème siècle et encore aujourd'hui, c'est un peuple qui regarde la France, qui veut parler la langue française, qui a une relation culturelle avec la France !
Je sais ce que ce pays subit, notamment avec des risques sécuritaires, qui font que le tourisme, qui était un vecteur de développement dans une grande partie de l'Egypte, est aujourd'hui affecté. Nous devons donc soutenir l'Egypte, parce que c'est un pays ami, parce que c'est un peuple ami, qui a des relations très anciennes avec la France. Le lieu symbolique où je me trouve, qui est derrière moi, le Canal de Suez, en est, je crois, le plus beau des symboles. A partir de là, nous allons continuer à avoir cette relation faite de franchise et en même temps de coopération et d'intérêt pour nos deux pays et également pour la paix dans la région.
Journaliste : Sur la Grèce, vous allez rencontrer Alexis TSIPRAS
LE PRESIDENT : Je vais rencontrer le Premier ministre TSIPRAS, oui.
Journaliste : Qui a eu des propos assez optimistes quant à une sortie de crise définitive ces derniers jours. Etes-vous de son avis ?
LE PRESIDENT : Je vous en dirai davantage quand je l'aurai rencontré. L'objectif, ce serait que le programme qui est en cours de négociation puisse déboucher à la fin du mois d'août. Nous savons que c'est difficile. Nous devons faire en sorte que les conditions qui ont été posées puissent être réunies dans un bon esprit. Ce sera le sens de l'échange que j'aurai avec lui. Ensuite, je m'en entretiendrai avec la Chancelière MERKEL et avec le Président de la Commission. Pour le moment, je crois que l'esprit effectivement est le bon et qu'il y a des discussions avec les institutions qui vont dans le meilleur des sens.